

# Des solutions pour tous

## Partage international n° 249 - Mai 2009

L'Assemblée générale de l'Onu a approuvé une résolution invitant les dirigeants de ses 192 Etats membres à un sommet sur la crise financière mondiale, en juin prochain. La résolution, adoptée par consensus, autorise une conférence « au plus haut niveau » au siège de l'Organisation, du 1er au 3 juin 2009, sur « *la crise économique et financière mondiale et son impact sur le développement* ».

En annonçant cette résolution, le président de la 63<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies, Miguel d'Escoto Brockmann, a appelé la communauté internationale à « *participer ensemble à la création d'un système économique et financier plus juste et plus durable* ».

M. d'Escoto, prêtre responsable d'une communauté, a une longue expérience d'homme d'Etat. Il fut ministre des Affaires étrangères du Nicaragua, de juillet 1979 à avril 1990.

*« Au milieu de la plus grave récession économique depuis la Grande Dépression, nous avons maintenant l'occasion et la responsabilité de rechercher des solutions qui prennent en compte les intérêts de toutes les nations, les riches et les pauvres, les petites et les grandes. Telle est la mission du G192. Ces derniers temps, des milliers de milliards de dollars ont été dépensés ou engagés pour restaurer la confiance dans les institutions et les marchés financiers. Toutefois, la confiance ne concerne pas que l'argent. Il est également question de valeurs, d'éthique et de justice. »*

M. d'Escoto a ensuite renvoyé aux causes de la crise actuelle : « *L'absence d'éthique, la cupidité effrénée, le dénigrement délibéré du bien commun et un déni de tout sens de la justice sociale. Il en a résulté une concentration continue des revenus, de la richesse et du pouvoir, une instabilité accrue, et un véritable risque de catastrophe.* »

Evoquant la nécessité d'une approche concertée, il a déclaré : « *Nous sommes confrontés à une crise mondiale qui exige une solution globale. Nous sommes tous touchés par la rupture de l'ordre économique, et nous devons tous participer à la*

*création d'un système économique et financier plus juste et plus durable. Pour cela, il faut faire appel aux experts et aux personnes de terrain provenant du monde entier, de pays à chaque stade de développement, ainsi que d'organisations internationales, des milieux universitaires, du secteur privé et de la société civile. »*

Une semaine plus tard, M. d'Escoto a déclaré lors d'une conférence de presse que le sommet de juin sur les crises financières et économiques visait à donner une voix aux nations qui ne sont pas responsables de la tourmente, mais qui sont les plus touchées par elle. Parlant de l'importance d'une approche internationale pleinement représentative, il a rappelé que ce qu'on appelle le Groupe des 8 (G8) et le Groupe des 20 (G20) ne représentent qu'une fraction des pays du monde. « *Nous travaillons en faveur de la démocratisation de notre monde, de notre Organisation, et nous voulons un système inclusif où les 172 pays qui ne participent pas à tous les processus de prise de décision soient en mesure de jouer un rôle.* »

*En mars 2009, un groupe d'experts a souligné que les structures de la finance internationale doivent être radicalement remaniées face à la crise, appelant les pays riches à consacrer 1 % de leurs programmes de relance économique pour aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté. Une approche coordonnée - rassemblant non seulement les pays du G8 ou du G20, mais le G192 représentant tous les membres de l'Assemblée - est nécessaire pour sortir le monde de la récession, selon les recommandations de la Commission d'experts sur les réformes de la finance internationale et des structures économiques.*

D'autres recommandations portaient sur la création au sein de l'Onu d'un Conseil de coordination économique mondial élu et représentatif, qui se réunirait chaque année au niveau des chefs d'Etat afin d'évaluer le développement et de servir d'alternative démocratique et représentative au G20.

**Sources** : un.org ; The Hindu, Inde

**Thématiques** : [Économie](#)

**Rubrique** : [La voix de la raison](#) (« Hormis la guerre, rien ne compromet aussi gravement l'avenir de l'humanité que la pollution. Constatant qu'il en est

ainsi, certains pays ont pris des mesures pour la réduire et pour limiter le réchauffement climatique. D'autres, parfois parmi les plus gros pollueurs, nient la réalité d'un tel réchauffement en dépit des preuves qui s'accumulent. A tout moment, dorénavant, les changements climatiques montrent sans l'ombre d'un doute que la planète est malade, qu'elle a besoin de soins immédiats et attentifs pour

retrouver l'équilibre. Le temps nous est compté pour mettre fin aux ravages que subit quotidiennement la planète Terre. Chaque homme, chaque femme, chaque enfant a son rôle à jouer dans sa restauration. Oui, le temps presse. Save Our Planet (S.O.P.), sauvons notre planète ! » Source : Le Maître de B. Creme, S.O.P. Sauvons notre planète, 8 septembre 2012)